

William A. MALONEY et Jan W. VAN DETH (dir.), 2008, *Civil Society and Governance in Europe. From National to International Linkages*, Cheltenham, Edward Elgar, 267 p.

Mathieu Tremblay

Volume 41, Number 2, 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/044631ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/044631ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, M. (2010). Review of [William A. MALONEY et Jan W. VAN DETH (dir.), 2008, *Civil Society and Governance in Europe. From National to International Linkages*, Cheltenham, Edward Elgar, 267 p.] *Études internationales*, 41(2), 292–294. <https://doi.org/10.7202/044631ar>

États, a-t-il démontré, ne peuvent se comprendre en dehors des normes partagées par les différents acteurs engagés dans des dossiers précis. Ce faisant, tant la démarche proposée que le cas étudié – celui de la diplomatie française – ont le potentiel d'éclairer un sujet troublant et insuffisamment exploré, celui de la dynamique et de la manifestation des relations entre patron et client au Conseil de sécurité de l'ONU.

Chalmers LAROSE

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

**MONDIALISATION ET  
TRANSNATIONALISME**

**Civil Society and Governance  
in Europe.  
From National  
to International Linkages**

*William A. MALONEY et Jan W. Van  
DETH (dir.), 2008, Cheltenham, Edward  
Elgar, 267 p.*

Cet ouvrage collectif, dirigé par William A. Maloney (University of Newcastle upon Tyne, R.-U.) et Jan W. van Deth (University of Mannheim, All.), réunit un vaste éventail de chercheurs européens spécialisés en matière de gouvernance européenne, notamment sur ses multiples acteurs et paliers de décision. Ainsi *Civil Society and Governance in Europe* propose-t-il douze textes visant à mieux comprendre comment et à quel point les citoyens européens et leurs organisations parviennent à participer et influencer le processus d'européanisation et les prises de décisions dans un contexte de gouvernance complexe (local, national, supranational) comme celui de l'Union européenne.

Cet ouvrage à la fois théorique et empirique tente de répondre à cette problématique en combinant les apports des approches qualifiées de *top-down* – c'est-à-dire qui évaluent les conséquences de l'européanisation pour la société civile aux niveaux national et régional – et des approches dites *bottom-up* mettant l'accent sur l'impact des sociétés civiles européennes sur l'intégration européenne et la gouvernance démocratique et participative de l'Europe. Malgré les différences entre ces deux approches, stipulent Maloney et van Deth, elles se penchent toutes deux sur les liens entre les décideurs politiques de l'Union européenne, les citoyens européens et les différents intermédiaires (institutions nationales, organisations citoyennes et leurs fédérations, ONG) censés favoriser la participation politique des citoyens aux affaires européennes.

Le volume est divisé en quatre parties. La première a pour objectif de mieux comprendre les similarités et les différences entre les concepts de société civile, de capital social et de secteur tertiaire, et ce, afin de faire le pont entre les différentes approches (méso/micro) analysant l'engagement civique et sociétal et d'ainsi fournir un ancrage théorique aux différents contributeurs. Par la suite, une série de cinq textes adoptent une approche *bottom-up* pour analyser empiriquement la disposition des activistes d'Aberdeen et de Mannheim envers l'Europe ; la structure d'opportunité politique pour les organisations de la société civile en Europe ; le rôle des organisations de la société civile du pays de Galles dans les discussions sur la Convention européenne ; le rôle des acteurs internes dans les processus de décisions politiques au Royaume-Uni et en République tchèque ; et l'articulation

des revendications des migrants et chômeurs à l'échelle européenne. Suivent en troisième partie quatre autres études de cas qui adoptent une perspective *top-down* afin d'examiner le rôle de gardien de l'espace politique européen joué par les élites des partis nationaux, le rôle des groupes d'intérêts pour encourager l'engagement citoyen, la mise en place de réseaux politiques au sein de différents pays européens et le soutien de l'Union européenne au développement de la société civile dans les pays baltes.

En analysant les liens complexes entre les différentes dimensions (locale, régionale, nationale, transnationale) de la société civile et les multiples niveaux de gouvernance de l'Union européenne, les auteurs arrivent à la conclusion que le processus d'europanisation n'a permis que de façon inégale aux acteurs de la société civile de s'adapter et d'influencer l'espace politique européen. Non seulement les différents groupes de citoyens accordent peu de confiance aux institutions européennes comparativement à leurs institutions nationales respectives, mais cet état des choses est largement attribuable à l'Union européenne elle-même, dont les décideurs ne sont pas parvenus à stimuler de façon significative et égalitaire l'engagement de la société civile et le développement du capital social nécessaires à l'amélioration de la gouvernance européenne et à sa légitimation politique. De plus, les auteurs concluent que les élites politiques nationales, craignant que le développement d'une dynamique politique européenne nuise à la pertinence de leurs partis respectifs, freinent l'établissement d'un système politique et de partis proprement européens. Enfin, les groupes d'intérêts européens parviennent à des degrés divers mais limités (en fonction

du pays et des enjeux) à mobiliser les citoyens par des stratégies de lobbying en marge des institutions formelles.

Par conséquent, les auteurs soutiennent que seules quelques grandes organisations issues de la société civile, elles-mêmes axées plus sur le lobbying professionnel que sur la mobilisation de masse des citoyens, parviennent à influencer les prises de décisions européennes. Tout porte à croire que les organisations nationales, les réseaux politiques et les élites contrôlent toujours les affaires européennes, au détriment des associations citoyennes volontaires. Il s'agit d'un constat plutôt pessimiste, ou du moins prudent, par rapport à la croyance populaire selon laquelle les ONG stimulent et favorisent automatiquement la démocratie participative et représentative afin d'accroître l'engagement et la confiance des citoyens envers l'Union européenne.

*Civil Society and Governance in Europe* constitue un ouvrage universitaire sérieux qui contribuera de façon significative aux études sur la société civile transnationale, phénomène étudié autant par les universitaires en relations internationales qu'en sociologie. Ses conclusions intéresseront à la fois les europanistes et les internationalistes qui observent l'émergence de nouveaux acteurs transnationaux issus de la société civile. Pour les europanistes, cet ouvrage permettra de mieux saisir les raisons du déficit démocratique et identitaire ressenti dans le processus de construction européenne et pourquoi les sociétés civiles ne parviennent pas à s'y identifier ni à s'y engager. Les internationalistes y trouveront plusieurs études de cas détaillées qui sauront alimenter les théories constructivistes et fonctionnalistes sur l'émergence et la

transnationalisation des organisations de la société civile comme acteurs des relations internationales.

Si le nombre et la diversification des études de cas ne permettent pas de généralisations ni de systématisations sur l'efficacité et l'influence de la société civile sur l'intégration européenne, les travaux réalisés dans le cadre de cet ouvrage collectif constituent sans aucun doute une avancée significative qui saura stimuler des recherches universitaires futures.

Mathieu TREMBLAY

*Institut québécois  
des hautes études internationales (HEI)  
Université Laval, Québec*

#### ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

##### **From Pride to Influence. Towards a New Canadian Foreign Policy**

*Michael HART, 2008, Vancouver,  
UBC Press, 436 p.*

L'étude de la politique étrangère du Canada est largement dominée par trois courants de pensée. Le plus connu d'entre eux, l'internationalisme libéral, a fait l'objet de nombreux ouvrages, suscité maintes analyses universitaires et s'est souvent concrétisé par les actions du gouvernement canadien. Il en est également ainsi de l'atlantisme. Mais le troisième courant d'idées que constitue le continentalisme (que certains, dont l'auteur de l'ouvrage recensé, appellent « réalisme ») a fait l'objet de peu d'analyses poussées. Il sous-tend certes de nombreux plaidoyers en faveur d'une coopération plus étroite avec les États-Unis à l'intérieur comme à l'extérieur du continent nord-américain. Ce courant

est aussi passablement bien étoffé en matière de gestion des relations bilatérales avec Washington. Reste qu'il ne constitue pas une approche aussi développée de la politique étrangère canadienne que ne le sont ses rivaux internationaliste et atlantiste. Pourtant, plusieurs gouvernements fédéraux ont successivement mis en avant (ou ont été critiqués pour ne pas le faire) des politiques s'inspirant du courant continentaliste.

Voilà l'apport indéniable et fort appréciable de Michael Hart dans son plus récent ouvrage, *From Pride to Influence*. Il s'agit de l'approfondissement le plus soutenu et le mieux ficelé de la perspective continentaliste en politique étrangère canadienne qui existe à ce jour dans ce champ d'étude. Célèbre pour son *Trading Nation*, publié en 2002, cet ancien conseiller fédéral en matière de politique commerciale (dont l'accord de libre-échange avec les États-Unis) revient avec une analyse plus large de la politique internationale du pays. Il s'aventure ainsi au-delà de son champ d'étude traditionnel afin de tenter de convaincre le lecteur que les États-Unis représentent le principal – et de loin le plus crucial – allié du Canada, et ce, autant sur le plan sécuritaire qu'économique.

L'idée de base de l'auteur, fidèle à la perspective continentaliste, consiste à soutenir que trois changements majeurs de l'ère après-guerre froide conduisent nécessairement Ottawa à adopter une politique axée sur une coopération plus approfondie et plus soutenue avec les États-Unis. Hart estime que l'intégration croissante et multidimensionnelle de l'Amérique du Nord ainsi que les nouvelles menaces contre la sécurité du Canada (terrorisme, armes de destruction massive et États yougos)